

communiste. Le succès remporté par 300 millions de personnes libres qui travaillent ensemble dans un marché commun est peut-être la preuve la plus éclatante que notre mode de vie peut et sait s'adapter à ces circonstances.

Dans la chaîne des gouvernements du monde, le Canada est une maille importante. Nous sommes une inspiration pour ces pays neufs, un exemple de la vie civilisée dans laquelle des races différentes, des religions différentes et des régions différentes peuvent s'unir volontairement pour former une nation sans recours à la force et sans effusion de sang. Il convient très bien que le Canada joue un rôle de premier plan aux Nations Unies, qu'il fasse vibrer, dans cette assemblée mondiale, l'espoir que cette réalisation est possible parmi les pays du monde. Les problèmes, certes, sont astronomiques, mais nous avons fait beaucoup de progrès depuis seize ans. La preuve en est que 104 nations aujourd'hui surmontent les obstacles que constituent la distance, la langue et les moyens financiers pour se réunir en sessions annuelles aux Nations Unies. Rien de comparable ne s'est jamais vu dans l'histoire du monde.

L'effondrement de ce parlement mondial et de tout ce qu'il renferme de promesses pour l'homme serait une tragédie telle que le seul fait de l'envisager déchire le cœur. Il n'y a pas d'alternative. Nous devons poursuivre nos efforts, non pas malgré le sang répandu au Congo, non pas malgré les questions coloniales et les préjugés de race, mais à cause de ces choses. A notre époque, l'homme ne cesse de pénétrer dans de nouveaux domaines. S'il est possible de mesurer, de peser, de voir l'avance réalisée dans le monde scientifique, la pénétration de la pensée n'en est pas moins réelle.

Je reviens des Nations Unies animée d'une foi solide que je me sens obligée de transmettre à mes collègues de cette Chambre. S'il est naïf d'être optimiste, monsieur l'Orateur, alors je suis naïve. Puis-je, en terminant, exprimer la très grande fierté que j'éprouve devant l'excellent travail qu'accomplissent les fonctionnaires canadiens à l'étranger. L'aide qu'ils accordent sans compter aux Canadiens en mission officielle ou non fait l'envie de bien d'autres pays du monde.

Nous avons eu la bonne fortune, l'automne dernier, à New York, de bénéficier des lumières d'un ambassadeur d'expérience et de son excellent personnel. Son Excellence M. l'ambassadeur Ritchie apportera avec lui, à son nouveau poste à Washington, les meilleurs vœux d'une foule d'amis.

La délégation de cette année a bénéficié des jalons préliminaires de bonne volonté que les délégations précédentes et que notre

mission permanente à New York avaient posés pour elle. Je crois—je suis même certain—que la délégation de l'an prochain ne trouvera ce travail de base aucunement amoindri.

(Texte)

M. Azellus Denis (Saint-Denis): Monsieur l'Orateur, le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône a été ajourné si longtemps et contenait si peu de choses que je me demande même si je me rappelle son contenu!

Je me souviens que je voulais formuler des souhaits de bonne année au premier ministre (M. Diefenbaker). Je me demande s'ils ne sont pas un peu périmés maintenant. A tout événement, mieux vaut tard que jamais.

C'est d'ailleurs la politique du gouvernement actuel: faire trop tard ce qu'il aurait dû faire plus tôt. Il ne faut blâmer personne cependant, sauf le premier ministre qui, une fois de plus, ne tient pas parole. Le premier ministre, une fois encore, fait des promesses à gauche et à droite, sans les tenir.

Ainsi, il a demandé le consentement de la Chambre pour discuter de mesures d'urgence. Lorsqu'il a dit qu'il s'agissait de subventions pour venir en aide aux fermiers de l'Ouest ainsi que d'une ou deux autres mesures, le chef de l'opposition (M. Pearson) lui a demandé quelles étaient ces autres mesures, et le premier ministre a répondu ceci:

Pour me montrer aussi juste que le chef de l'opposition, je voudrais tout simplement ajouter un mot: il y a aussi le programme des travaux d'hiver. Je n'aurai pas plus loin que cela.

Vous voyez de quelle façon le premier ministre tient parole! Nous avons consenti à discuter des subventions aux fermiers de l'Ouest, parce qu'il s'agissait d'une question urgente et que ces gens avaient besoin d'argent sans délai. Nous croyions que le gouvernement aurait proposé ces crédits à l'approbation de la Chambre beaucoup plus tôt; étant donné que les dommages datent d'il y a déjà un an, ils auraient pu être adoptés l'automne dernier.

La deuxième mesure d'urgence avait trait aux travaux d'hiver. En effet, il était temps, nous sommes à la fin de février! Nous avons consenti à discuter de ces deux mesures avant de continuer le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. Au fait, s'il a fallu que le gouvernement nous présente ces mesures comme étant d'urgence extrême, c'est qu'il remet toujours à plus tard ce qu'il lui faut faire plus tôt. Enfin, ces mesures d'urgence devaient être les deux seules à nous être soumises avant la reprise du discours du trône, comme le déclarait le premier ministre, d'après la page 8 du hansard.